

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MWB

ARRETE

n° 990018 du 27 JAN 1999 portant
prescriptions complémentaires à la Société HUPFER FRANCE SA pour
sa carrière de SAINT-LOUIS - HESINGUE.

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret d'application n°77-1133 modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n°49414 du 10 février 1977 autorisant la Société GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS à poursuivre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes de SAINT-LOUIS et HESINGUE ;

REPUBLICQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

7 RUE BRUAT 68000 COLMAR. TÉL. 03.89.24.70.00. TÉLÉCOPIE : 03.89.23.36.61
ADRESSE POSTALE : B.P. 489 68020 COLMAR CEDEX

II

- VU l'arrêté préfectoral n° 75238 du 9 janvier 1984 portant une renonciation partielle à une autorisation d'exploitation de carrière à SAINT-LOUIS et HESINGUE par la SA GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS,
- VU l'arrêté préfectoral n° 89640 du 10 février 1989 portant prescriptions additionnelles rendues nécessaires pour assurer la protection des intérêts visés par le code minier à la Sté GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS,
- VU l'arrêté préfectoral n° 97900 du 12 mars 1992 portant rejet de la demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter et d'extension de carrière à HESINGUE et SAINT-LOUIS présentée par la Société Grande Sablière de Saint-Louis et précisant :

▣ en son article 2 :

« LA GRANDE SABLIERE DE SAINT LOUIS devra procéder sur les terrains susvisés et dans les conditions ci-après, à la remise en état des terrains :

- 2.1. Des plates-formes régulières seront aménagées sur la carrière NORD et sur la carrière SUD au niveau de la cote des eaux centennales de la nappe phréatique. Toutefois la zone SUD actuellement remblayée jusqu'au niveau des terrains naturels pourra être maintenue en l'état.
- 2.2. Les talus des zones exploitées à sec devront être reprofilés de telle sorte qu'ils ne présentent pas de risque d'éboulement et qu'ils puissent être ultérieurement, et le cas échéant, réaménagés.
- 2.3. Pour réaliser les plates-formes définies à l'article 2.1. ci-dessus, les terrains seront remblayés selon les conditions suivantes :
 - les matériaux utilisés seront inertes. Les camions devront, avant d'être vidés sur la zone plane déjà remblayée, faire l'objet d'un contrôle du volume et d'un contrôle visuel ;
 - le préposé à ce contrôle devra noter, dans un registre spécial, le numéro du camion, son propriétaire, la date de chargement, la provenance du chargement, le volume du camion ;
 - un deuxième contrôle visuel des matériaux sera effectué par le conducteur de l'engin chargé de repousser les remblais sur le talus de remblayage ;

.../...

III

- tout matériau non conforme ou douteux devra être retourné à son propriétaire. Mention de ce retour sera inscrite sur le registre susvisé ;
- les camions devront, en cas de nécessité, subir un lavage des roues avant d'emprunter les voies extérieures à la carrière.

(...) »

▣ en son article 3 :

« Les travaux définis à l'article 2 devront être achevés dans un délai de 7 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

(...). »

- VU la lettre du 19 septembre 1994 par laquelle la Société GRANDE SABLIÈRE DE SAINT-LOUIS informe de son changement de dénomination sociale et devient la Société HUPFER FRANCE S.A.,
- VU l'arrêté préfectoral n° 951478 du 2 août 1995 portant prescriptions complémentaires à la Société HUPFER FRANCE S.A. pour sa carrière de SAINT-LOUIS et HESINGUE,
- VU la lettre en date du 15 mai 1997 de la Sté HUPFER FRANCE S.A. adressée au préfet, constatant depuis l'entrée en vigueur du règlement CEE/93 du 1^{er} février 1993, une diminution significative des volumes de matériaux de remblais inertes en provenance des chantiers des BTP suisses, et mentionnant l'impossibilité pour la Sté HUPFER FRANCE S.A. de respecter l'échéance visée dans l'arrêté n°97900 du 12 mars 1992 susvisé, soit le 12 Mars 1999,
- VU la lettre du préfet en date du 21 octobre 1997 adressée à la Sté HUPFER FRANCE S.A. lui demandant de solliciter la modification de l'arrêté n°97900 du 12 mars 1992, en précisant clairement les échéances que la Sté HUPFER FRANCE S.A. est susceptible de respecter pour l'achèvement des travaux de remblaiement, compte tenu des volumes d'importation observés actuellement,
- VU la demande en date du 27 juillet 1998 présentée par la Société HUPFER FRANCE S.A. et relative à la modification des conditions de remise en état et aux calculs des garanties financières pour le site de sa carrière sise sur le territoire des communes de SAINT-LOUIS et HESINGUE,

.../...

IV

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées du 15 septembre 1998,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 12 novembre 1998,

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées du - 8 DÉC 1998 ,

CONSIDERANT que depuis l'intervention de l'arrêté n°97900 du 12 mars 1992 susvisé, l'entrée en vigueur du règlement CEE 259/93 du 1^{er} février 1993 sur les transferts transfrontaliers de déchets a entraîné une baisse notable des importations de produits inertes utilisés en remblaiement en provenance de Suisse, ainsi qu'en attestent les autorisations délivrées par le préfet,

CONSIDERANT que cette baisse des volumes importés a entraîné une baisse du rythme de remblaiement, qui rend impossible le respect de l'échéance fixée par l'arrêté n°97 900 du 12 mars 1992 susvisé,

CONSIDERANT que le Technoport des Trois Frontières, propriétaire des terrains, souhaite pouvoir disposer de ceux-ci avant l'expiration du délai de dix ans qui serait nécessaire au rythme de remblaiement actuel,

CONSIDERANT qu'il sera nécessaire de mener des études complémentaires pour définir un nouveau schéma de remblaiement tenant compte du rythme d'arrivée des produits inertes utilisés à cet effet et des échéances de mise à disposition des terrains aménagés, ce qui nécessite un délai pendant lequel le remblaiement peut continuer,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'imposer l'exécution rapide des travaux de remise en état incombant réglementairement à la Sté HUPFER FRANCE S.A. et qui peuvent être exécutés avant remblaiement total,

.../...

CONSIDERANT qu'il est nécessaire pour les travaux de remise en état qui incombent réglementairement à la Sté HUPFER FRANCE S.A. et qui ne seront pas effectués avant le 14 juin 1999, de fixer le montant des garanties financières,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

.../...

VI

ARRETE

ARTICLE 1ER

Le délai prescrit à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 97900 du 12 mars 1992, précédemment visé, pour achever les travaux de remise en état par remblaiement avec des matériaux inertes, de la carrière de la Sté HUPFER FRANCE S.A., dont le siège social est 10 rue Robert Schuman – Parc d'activités – BP 32 – 68870 BARTENHEIM, sise sur les bans communaux de HESINGUE et SAINT-LOUIS, est porté au 31 décembre 1999.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX GARANTIES FINANCIERES

2.1. Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale du site, (correspondant au nivellement des surfaces des infrastructures connexes à la carrière et de la surface relative aux secteurs dans lesquels se trouve la plate-forme de 500 m² en cours de nivellement), qui devra être cautionné à partir du 14 juin 1999, est de 203.500 FTTC (Deux cent trois mille cinq cents francs toutes taxes comprises).

2.2. Notification de la constitution des garanties financières

La Sté HUPFER FRANCE S.A.adressera au Préfet, au plus tard le 14 juin 1999, l'attestation des garanties financières dans les formes prévues par l'arrêté du 1^{er} février 1996 modifié.

2.3. Modification des conditions de remise en état

Toute modification des conditions de remise en état conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

2.4. Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 23c) de la loi du 19 juillet 1976.

.../...

VII

2.5. Appel aux garanties financières

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- ⊖ soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- ⊖ soit en cas de disparition juridique de la Sté HUPFER FRANCE S.A. et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

2.6. Remise en état non conforme au présent arrêté

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 3 . - TRAVAUX A EFFECTUER AVANT LE 14 JUIN 1999

Avant le 14 juin 1999, la Sté HUPFER FRANCE S.A. réalisera les travaux suivants :

- 3.1. L'aménagement des berges autour des plans d'eau sera réalisé selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir, une pente moyenne par rapport à l'horizontale de :
 - 1/1,5 (environ 33°) pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales,
 - 1/1,25 (environ 22°) pour les autres parties.
- 3.2. Les dispositifs de clôture (clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent) existants, seront renforcés aux endroits le nécessitant.
- 3.3. Les banquettes de protection réglementaires en recul du périmètre autorisé, seront renforcées aux endroits le nécessitant, selon une pente en garantissant leur stabilité.

ARTICLE 4 - ACTUALISATION DES DONNEES RELATIVES AU RYTHME DE REMBLAIEMENT DU SITE

Avant le 31 juillet 1999, la Sté HUPFER FRANCE S.A. actualisera les données relatives au rythme de remblaiement de la carrière au niveau de la cote des eaux centennales de la nappe phréatique, afin de permettre un nouvel examen du dossier par la Commission Départementale des Carrières.

VIII

Article 5 - AMPLIATION - PUBLICITE

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à :

- M. le Sous-Préfet de MULHOUSE
- M. le Député-Maire de SAINT-LOUIS
- M. le Maire de HESINGUE
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- Mme le Chef du Service Départemental de l'Architecture
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace (Conservatoire Régional de l'Archéologie)
- M. le Directeur Régional de l'Office National des Forêts
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace : trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée :

- à la Société HUPFER FRANCE SA, exploitant bénéficiaire de la présente autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins des Maires de SAINT-LOUIS et de HESINGUE.

Fait à COLMAR, le -7 JAN 1991

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégué C.O.
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délai et voie de recours (Art. 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976)

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant que dans un délai de **deux mois** à compter de sa notification. Pour les tiers, la présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de **six mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégué
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN